

Bulletin de l'Observatoire des politiques économiques en Europe

N° 51

Hiver 2025

Université de Strasbourg : Bureau d'économie théorique et appliquée (BETA)

Éditorial — Découplage sino-américain : origines, conséquences et alternatives à une désintégration systémique

Meixing Dai

Durant quatre décennies, l'axe sino-américain a constitué le moteur de la mondialisation. Cette symbiose, baptisée « *Chimerica* », a ouvert une ère de prospérité fondée sur une complémentarité économique : à la Chine, l'appareil productif à bas coût ; aux États-Unis, la maîtrise des capitaux et de l'innovation, ainsi que l'avantage d'être le premier marché de consommation du monde. Ce paradigme, jadis jugé immuable, vole aujourd'hui en éclats sous l'effet d'un découplage (« *decoupling* ») stratégique américain. Loin d'être un simple ajustement conjoncturel, cette rupture redéfinit les rapports de force géoéconomiques et les chaînes de valeur mondiales pour les décennies à venir.

Sommaire

Éditorial — Découplage sino-américain : origines, conséquences et alternatives à une désintégration systémique

Meixing Dai.....1

La « boîte à outils » de l'analyse input-output de Leontief

Jean Arrous.....9

Le commerce de l'Allemagne avec les États-Unis, Trump et l'accord commercial préliminaire USA - UE

Damien Broussolle.....19

La singulière politique commerciale du président Trump

Gilbert Koenig et Irem Zeyneloglu29

La situation budgétaire française : la question de la crédibilité, de la confiance et de l'incertitude

Thierry Betti.....41

« *decoupling* ») stratégique américain. Loin d'être un simple ajustement conjoncturel, cette rupture redéfinit les rapports de force géoéconomiques et les chaînes de valeur mondiales pour les décennies à venir.

Fondements d'un découplage stratégique

L'origine de ce découplage dépasse les simples frictions économiques. L'offensive tarifaire de Trump en 2018 n'a été qu'un catalyseur ; la

rupture est avant tout la manifestation d'une rivalité géopolitique et technologique plus profonde.

Historiquement, l'accession de la Chine à l'OMC en 2001 a précipité l'intégration symbiotique d'une économie chinoise — en mutation depuis les réformes de 1978 — au bloc industrialisé. Ce cycle, nourri par les délocalisations occidentales en quête d'une main-d'œuvre rigoureuse et compétitive, a généré des excédents colossaux massivement réinvestis dans la dette souveraine

américaine. Cette synergie a contribué à [l'ascension fulgurante d'une économie chinoise](#) dotée d'une forte capacité de mobilisation des ressources, d'une stabilité sociale propice à la croissance et d'un capital humain dont la qualification croissante a complété l'avantage comparatif initial.

Ce paradigme d'intégration s'est fissuré dès lors que les États-Unis ont appréhendé la Chine non plus comme un partenaire, mais comme un concurrent systémique. La doctrine de l'endiguement s'est alors imposée, matérialisée dès 2011 par le « Pivot vers l'Asie » de l'administration Obama, alliant renforcement des alliances et redéploiement militaire en Asie-Pacifique. En réponse à ce tournant, la Chine a entrepris de diversifier ses débouchés via l'initiative « [une ceinture et une route](#) » en 2013. Ce projet vise à générer une valeur ajoutée globale et une prospérité partagée, ce qui contribue à son attractivité croissante dans de nombreux pays du Sud.

L'amorce du plan « *Made in China 2025* », en mettant en évidence l'ambition de Pékin de conquérir une souveraineté technologique, a exacerbé les préoccupations de Washington quant à une possible érosion de son pouvoir hégémonique. L'interdépendance économique, longtemps considérée comme moteur de croissance, est progressivement perçue par Washington comme une vulnérabilité stratégique. Le choc de la COVID-19 a parachevé cette mue : en exposant la fragilité des chaînes d'approvisionnement pour les biens critiques, la pandémie a imposé un basculement vers un nouveau paradigme.

Les effets sur les relations économiques internationales

Le découplage, bien qu'engagé, demeure actuellement un processus asymétrique et sélectif, loin de la fracture systémique que suggère le terme. Le front technologique en constitue le cœur névralgique : Washington multiplie les restrictions sur les semi-conducteurs de pointe, les logiciels de conception électronique assistée par ordinateur et les systèmes de lithographie avancés. Au-delà de l'impératif de sécurité, l'enjeu est de freiner l'ascension de la Chine dans les filières stratégiques de demain — IA, aéronautique, robotique, fusion nucléaire, énergie verte, informatique quantique et médecine de précision — véritables leviers de souveraineté et de captation de la valeur mondiale. Paradoxalement, cet endiguement agit comme un accélérateur : il contraint la Chine à sécuriser son autonomie technologique dans les segments critiques où elle reste dépendante, en investissant massivement dans ces domaines.

Sur le front commercial, le découplage est une réalité manifeste. Entre 2018 et 2024, la part chinoise dans les importations américaines a chuté de 21,6 % à 13,4 % (soit une contraction d'environ 38 %), tandis que le poids des États-Unis dans le commerce extérieur chinois est passé d'environ 13,8 % à 11,1 % (soit une baisse de près de 20 %). Les nouvelles mesures envisagées par Washington en 2025 et les rétorsions de Pékin ne font qu'amplifier cette dynamique. Cette érosion bilatérale marque une recomposition géographique majeure : Pékin redirige activement ses expor-

tations vers les pays du Sud (Asie du Sud-Est, Afrique, Amérique latine) et l'Europe pour compenser ses pertes de part de marché américain, alors que Washington diversifie ses sources d'approvisionnement vers des partenaires tiers. Néanmoins, une part substantielle des produits exportés vers les États-Unis depuis ces pays tiers — notamment le Mexique et le Vietnam — incorpore en réalité des composants chinois à forte valeur ajoutée. On observe ainsi un « découplage de façade », plutôt que de fond, au profit d'une interdépendance indirecte.

Le découplage s'étend désormais à la sphère financière. Le durcissement réglementaire imposé par les autorités boursières américaines a précipité la radiation de plusieurs géants chinois des places financières de New York. Parallèlement, Washington restreint drastiquement les flux de capitaux vers les secteurs technologiques d'importance critique en Chine. Pour Pékin, l'arrestation de Meng Wanzhou au Canada (2018), accusée d'avoir violé indirectement l'embargo américain sur l'Iran en tant que directrice financière de Huawei, a agi comme un révélateur brutal : le dollar est une arme géopolitique dont l'extraterritorialité place tout utilisateur sous coupe juridique américaine. En réponse à cette vulnérabilité systémique, la Chine accélère le déploiement de son système de paiements internationaux en *renminbi*, amorçant ainsi, à terme, une alternative monétaire susceptible d'ébranler l'hégémonie du dollar.

L'interdépendance étroite entre les deux puissances agit comme un frein à une rupture brutale. La peur d'une guerre commerciale totale avec de très graves conséquences négatives pour l'économie américaine finit par convaincre les États-Unis d'accepter fin 2025 une trêve pragmatique pour un an. Washington a bien mesuré le risque : une escalade tarifaire agressive pousserait Pékin à appliquer une mesure qui paralyserait des secteurs américains critiques — de l'intelligence artificielle (IA) à l'aérospatiale —, à savoir la restriction stricte de ses exportations de terres rares hautement raffinées, ainsi que des technologies et équipements de raffinage.

Implications pour l'ordre économique et géopolitique mondial

Les ondes de choc du découplage redessinent déjà l'architecture internationale de l'ordre économique et géopolitique. Économiquement, la fragmentation des chaînes de valeur contribue à alimenter l'inflation aux États-Unis, clôturant l'ère de la désinflation importée de Chine. Pour les multinationales, ce repli est un péril financier : relocaliser vers des zones à faible productivité, à logistique inefficace ou à fort taux de rebut s'avère coûteux malgré des salaires bas, avec parfois des risques réglementaires et fiscaux importants comme l'illustre la menace d'une amende de 38 milliards de dollars pesant sur Apple en Inde.

Géopolitiquement, la confiance érodée fragilise les piliers de l'ordre d'après-guerre, substituant un bilatéralisme transactionnel aux règles multilatérales. Par ailleurs, la course à la suprématie technologique fracture le monde en deux blocs numériques étanches, forçant les pays tiers à un alignement contraignant. En choisissant de se rallier à l'un des deux blocs, ces pays pourraient non

seulement subir des coûts supplémentaires, mais aussi voir leurs relations économiques avec l'autre se dégrader.

Ce climat de tensions géoéconomiques exacerbe les fragilités internes de nombreux États. Confrontés aux fractures internes, certains dirigeants pourraient être tentés d'instrumentaliser les périls extérieurs, cherchant dans la confrontation un levier de cohésion nationale et de légitimité politique. Au cœur de ce chaos aux trajectoires imprévisibles, l'effet papillon devient la règle : la moindre étincelle locale, amplifiée par l'interdépendance des chaînes d'approvisionnement, des marchés financiers, des réseaux sociaux et des alliances géoéconomiques, peut désormais déclencher un ouragan aux conséquences planétaires.

Le rôle de l'Europe et les implications pour l'Union européenne

Placée entre les rivalités géoéconomiques des États-Unis et de la Chine, l'Union européenne (UE) se trouve dans une position stratégique particulièrement délicate. Partenaire économique pivot des deux rivaux, elle ne peut ni suivre sans nuance l'un, ni ignorer la polarisation croissante du monde. Sa vulnérabilité, exacerbée par la [fragmentation des chaînes de valeur](#), lui impose d'adopter une « [autonomie stratégique](#) » — un effort pour protéger ses intérêts essentiels sans rompre complètement avec la logique d'interdépendance qui a fait sa prospérité.

La réponse de l'UE se formule dans l'idée de réduction des risques (« *de-risking* »), nuance sémantique destinée à marquer une distance avec le découplage américain. Son objectif : réduire drastiquement les dépendances critiques — semi-conducteurs et matières premières — par la diversification plutôt que par la rupture. Si le règlement européen sur les semi-conducteurs (« *European Chips Act* ») incarne cette quête de souveraineté, l'arsenal anti-coercition de l'UE reste une arme à double tranchant. En ciblant implicitement Pékin par un concept à l'ambiguïté calculée, son activation risquerait de déclencher des rétorsions massives, transformant une stratégie de protection en une menace économique majeure pour le Vieux Continent.

Cependant, le consensus sur la réduction des risques s'effrite en raison des divergences d'intérêts des Vingt-Sept. Certains États, dont l'économie est profondément liée à la Chine, plaident pour la retenue, alors que d'autres, davantage alignés sur les priorités sécuritaires de Washington, réclament une ligne plus ferme. Cette division met en lumière le défi existentiel de l'UE : forger une position commune pour ne pas être broyée dans l'étau sino-américain. L'enjeu est crucial : soit l'UE consolide son autonomie stratégique dans les domaines clés, soit elle risque une marginalisation progressive vis-à-vis des deux superpuissances, ce qui affaiblirait à terme son modèle socio-économique et ses ambitions géopolitiques.

Si la réduction des risques est, pour l'UE, une stratégie de diversification, elle se mue, pour certains fleurons industriels, notamment allemands, en une présence stratégique renforcée en

Chine. Cette situation est due à l'affaiblissement de l'appareil industriel européen : l'explosion des coûts énergétiques, la lourdeur réglementaire et administrative, le manque de financement pour des projets risqués et un décrochage technologique structurel dégradent gravement le climat des affaires. Face à l'érosion de leur compétitivité sur leur propre sol, ces firmes reportent massivement leurs investissements vers la Chine, transformant un marché de diversification en sanctuaire de leur rentabilité, voire de survie opérationnelle. Même des start-ups européennes exportent leurs ambitions vers la Chine : elles y trouvent une agilité administrative et un écosystème de capitaux qui permettent de concrétiser leurs projets à une vitesse inédite.

Les défis pour les superpuissances et le reste du monde

Le processus de découplage impose des défis systémiques aux deux géants comme au reste du monde. Pour Washington, la poursuite de la souveraineté technologique et productive exige une mobilisation sans précédent de capitaux publics. Cette stratégie, qui associe barrières tarifaires et pressions diplomatiques sur ses alliés — exigeant des engagements massifs d'investissement et d'achat de l'UE, du Japon et de la Corée du Sud — suscite des méfiances stratégiques croissantes. L'arbitrage coût-bénéfice demeure périlleux : l'économie américaine peut-elle absorber ce choc sans provoquer une spirale inflationniste, et dispose-t-elle réellement du capital humain et des infrastructures critiques nécessaires à cette réindustrialisation ? Le pari se heurte surtout à une culture entrepreneuriale contemporaine privilégiant les secteurs à rendement rapide — IA générative, finance dématérialisée, crypto-actifs — au détriment des cycles longs et des investissements lourds inhérents à toute réindustrialisation dans les technologies de pointe.

Si les États-Unis ont capté des gains très importants de la mondialisation, leur économie demeure minée par une fracture distributive systémique. L'optimisation fiscale agressive des grands gagnants du système actuel prive les États-Unis des ressources nécessaires au soutien des laissés-pour-compte du modèle. Pire encore, les offensives tarifaires visant à précipiter le découplage menacent d'étouffer la croissance mondiale. Elles risquent d'aggraver la précarité de nombreux Américains, soumis à une inflation élevée, liée notamment aux tarifs douaniers, et à une désorganisation profonde des chaînes d'approvisionnement.

De son côté, la Chine accélère sa transition vers une innovation technologique endogène et réoriente ses flux commerciaux vers les marchés non-américains. L'embargo de Washington a agi comme un puissant catalyseur de souveraineté, précipitant des investissements massifs dans les segments critiques autrefois inféodés aux technologies occidentales. Malgré une crise immobilière persistante, l'économie chinoise préserve une résilience relative grâce à la montée en puissance des « nouvelles forces productives » et à une expansion commerciale offensive vers les pays du Sud et l'Europe. À moyen et long terme, les nouvelles forces productives pourraient compenser le déclin prévu de la main-d'œuvre et maintenir une croissance chinoise relativement vigoureuse.

Les nations tierces naviguent dans des eaux géopolitiques dangereuses : rompre avec l'une des deux superpuissances serait économiquement suicidaire. Profondément intégrées aux chaînes de valeur mondiales, leurs économies encaissent directement les ondes de choc de la fragmentation. Leur habileté à équilibrer cet antagonisme déterminera leur place dans le futur ordre international. Toutefois, en cédant aux injonctions de Washington — notamment via des clauses d'exclusion ciblant Pékin —, ces pays risquent une dégradation durable de leurs liens avec la Chine, leur principal moteur de croissance depuis des décennies.

Le véritable enjeu, masqué par les guerres commerciales et technologiques, est la réconciliation entre une productivité exponentielle — portée par l'IA physique et la robotisation intelligente — et une répartition équitable de ses fruits. Ce dilemme recèle un risque systémique. À la différence des révolutions précédentes, l'IA peut remplacer non seulement des tâches, mais aussi des métiers entiers. Si le rythme et l'ampleur de cette disruption restent débattus, la direction du changement semble inéluctable : l'IA physique et la robotisation intelligente pourraient réduire massivement l'emploi et le pouvoir d'achat des ménages. Or, la création de nouveaux biens et services — et donc de nouveaux emplois — pourrait ne pas suffire à compenser cette destruction, si bien que la demande globale n'est pas en mesure d'absorber une production potentiellement très élevée. Que reste-t-il du profit si la production devient autonome mais que le pouvoir d'achat s'effondre ?

La valeur produite par l'IA physique et la robotisation intelligente repose sur un fondement social : sans capacité d'achat collective, la production ne peut se réaliser. La question centrale n'est donc pas seulement celle de la demande globale, mais celle de la répartition de la valeur et de l'accès aux fruits de la productivité. Or, si cette valeur est captée exclusivement par une minorité qui maximise individuellement ses gains, la base sociale de la demande se fragilise et la base « collective » de la valeur s'érode, menaçant la stabilité du système.

Dans ce contexte, un [revenu de base universel](#) apparaît comme l'un des rares leviers capables de stabiliser la demande. Pour qu'il soit viable, il doit être financé sans recours accru à l'endettement, via une réforme fiscale ambitieuse : démantèlement des paradis fiscaux, harmonisation des prélèvements au niveau international et capture d'une part plus importante de la rente technologique par les États. La sortie des déséquilibres géoéconomiques actuels et futurs passe également par une réorientation des politiques publiques vers l'accumulation d'actifs publics plutôt que par une explosion des dettes. Une telle refonte, bien que souhaitable, se heurte aux intérêts acquis et aux difficultés de coordination internationale, ce qui la rend difficile à mettre en œuvre à court et moyen terme.

Conclusion

Le découplage sino-américain ne marque pas une simple inflexion économique, mais l'avènement d'un nouveau paradigme géoéconomique. Il constitue une lutte pour la suprématie technologique et le contrôle des flux de valeur à l'échelle mondiale. En réalité, cette confrontation pourrait servir d'exutoire à une impasse politique intérieure américaine. Incapable de corriger une fracture sociale profonde — creusée par des décennies de mondialisation et de financiarisation au bénéfice d'une élite restreinte et au détriment des classes ouvrières et moyennes —, Washington reporte sur la scène internationale la résolution de cette crise, en érigeant un adversaire géopolitique de substitution. Cette confrontation est accentuée par le débordement d'une compétition intense des marchés intérieurs chinois vers les marchés internationaux, notamment dans des segments de plus en plus haut de gamme, ce qui incite non seulement les États-Unis, mais aussi les Européens et d'autres pays, à envisager l'instauration de barrières défensives.

Cette évolution nous arrache au paradigme quarantenaire de la mondialisation pour nous précipiter dans une ère de fragmentation systémique. L'interdépendance fondée sur la confiance mutuelle, pilier de l'ancien ordre, capitule désormais devant une souveraineté érigée en absolu. La « sécurité nationale » y sert d'alibi à l'arbitraire, minant les fondements mêmes de la coopération internationale. Simultanément, l'éruption technologique — IA, aéronautique, robotique, fusion nucléaire, énergie verte, informatique quantique et médecine de précision — redessine les rapports de force géoéconomiques et met à l'épreuve les contrats sociaux hérités du siècle dernier. Dans ce chaos géoéconomique, le découplage et la réduction des risques relèvent davantage d'un réflexe défensif que d'une stratégie éclairée, alors que l'ancien ordre bascule. Même si l'objectif des embargos est de freiner la Chine, ils agissent paradoxalement comme un catalyseur : en privant les entreprises chinoises de technologies étrangères, ils accélèrent le développement de filières stratégiques domestiques.

Les reliques héritées de l'ère industrielle, telles que les guerres commerciales et les embargos technologiques, s'avèrent totalement inadaptées aux mutations systémiques en cours. Conçus pour régir des flux physiques, ces instruments de coercition échouent à résorber les fractures économiques internes ou à relever les défis disruptifs de notre temps. Ce fossé croissant entre des leviers d'action obsolètes et les impératifs de l'ère de l'IA — où la création de richesse devient potentiellement exponentielle — ne fait qu'exacerber l'instabilité mondiale. Faute d'une gouvernance mondiale à même de repenser la prospérité à l'âge algorithmique, les coercitions passées et présentes ne font qu'alourdir le fardeau des crises à venir.